

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT CINQUIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 12 février 1981, à 10 h 30

Président : M. F. de la Gorce (France)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie : M. A. SALAH-BEY
M. M. IAAATI

Allemagne, République fédérale d' : H. G. PFEIFFER
M. H. KLINGER
H. H. MÜLLER
M. V. RÖHR

Argentine : M. F. JIMENEZ DAVILA
Mlle N. FREYRE PENABAD

Australie : M. R.A. WALKER
M. R. STEELE
H. T. FINDLAY

Belgique : H. A. ONKELINK
M. J.-M. NOIRFALISSE
Mlle G. van den BERG

Birmanie : U SAV HLAING
U THAN HTUN

Brésil : M. C.A. de SOUZA e SILVA
M. S. de QUEIROZ DUARTE

Bulgarie : M. P. VOUTOV
H. I. SOTIROV
M. R. DEYANOV
H. K. PRAMOV

Canada : H. G. SKINNER
M. B. THACKER
M. C. CACCIA

Chine : H. YU Peiven
H. LIANG Yufan
Mme WANG Zhiyun
M. YANG Mingliang

Cuba : M. L. SOLA VILA
Mme V. BOROV/DOSKY JACKIEVICH

Egypte : M. I.A. HASSAN
H. N.N. FAHMY

Etats-Unis d'Amérique : H. C.C. FLOWERREE
Mme K. CRITTENBERGER
M. J.A. HISKEL
M. H. WILSON

Ethiopie : M. F. YOHANNES

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>France</u> :	M. F. de la GORCE M. J. de BEAUSSE M. M. COUTHURES
<u>Hongrie</u> :	M. I. KOMIVES M. C. GYORFFY
<u>Inde</u> :	M. A.P. VENKATESWARAN M. S. SARAN
<u>Indonésie</u> :	M. DARUSMAN M. KARYONO M. F. QASIM M. HARYOMATARAN
<u>Iran</u> :	M. M. DABIRI M. D. AMERI
<u>Italie</u> :	M. V. CORDERO di MONTEZEMOLO M. A. CIARRAPICO M. B. CABRAS M. E. di GIOVANNI
<u>Japon</u> :	M. Y. OKAWA M. R. ISHII
<u>Kenya</u> :	M. S. SHITEMI M. G.N. MUMU
<u>Maroc</u> :	M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES M. H.A. CACERES
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. S.O. BOLD
<u>Nigéria</u> :	M. O. ADENIJI M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
<u>Pakistan</u> :	M. M. AHMAD M. M. AKRAM M. T. ALTAH
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.H. FEIN M. H. WAGENMAKERS
<u>Pérou</u> :	M. F. VALDIVIESO M. A. de SOTO
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. J. CIALOWICZ M. S. KONIK M. T. STROJWAS

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. H. THIELICKE H. H. KAULFUSS H. P. BÜNTIG
<u>Roumanie</u> :	M. M. IALITA H. T. NELESCANU
<u>Royaume-Uni</u> :	H. D.H. SUMERHAYES M. N.H. MARSHALL Mme J.I. LINK
<u>Sri Lanka</u> :	M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
<u>Suède</u> :	H. C. LIDGARD H. L. NORBERG H. S. STRÖMBÄCK M. J. LUNDIN H. J. PRAWITZ
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. RUZEK M. P. LUKES M. A. CIIA H. L. STAVINOHA
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. B.P. PROKOFIEV M. L.A. NAOUMOV M. V.A. SEMIONOV M. V.A. PERFILIEV M. L.S. HOCHKOV M. Y.V. KOSTENKO M. S.N. RIOUKHINE
<u>Venezuela</u> :	M. A.R. TAYLHARDAT M. O.A. AGUILAR
<u>Yougoslavie</u> :	M. B. VRHUNEC M. B. BRANKOVIC
<u>Zaïre</u> :	M. O. GNOK
<u>Secrétaire du Comité du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général</u> :	M. R. JAIPAL
<u>Secrétaire adjoint du Comité</u> :	H. V. BERASATEGUI

M. VOUTOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de dire la satisfaction qu'a éprouvée la délégation bulgare en vous voyant accéder à la présidence du Comité du désarmement en un moment important où nous jetons les bases de notre activité pour la présente session. Veuillez accepter, M. le Président, mes vœux les plus sincères pour que vous exerciez avec fruit et succès cette fonction astreignante; permettez-moi aussi de noter l'efficacité et la détermination dont vous avez fait preuve pour mettre en route la session de 1981 du Comité. Enfin, je voudrais rendre hommage à votre prédécesseur, M. l'Ambassadeur Tadesse Terrefe, et saluer la présence des nouveaux chefs des délégations de la Roumanie, du Pakistan, de l'Egypte et du Zaïre.

Monsieur le Président, cette session du Comité est importante à plusieurs égards. La situation internationale, élément et facteur essentiels pour le succès dans notre domaine, demeure complexe et contradictoire. Certains milieux occidentaux bien connus, mûs par le rêve illusoire de la suprématie militaire, poussent l'humanité dans une nouvelle phase plus effrayante encore de la course aux armements, qui rend plus proche le danger d'un holocauste nucléaire. Nous voyons avec regret qu'on recourt à tous les moyens possibles pour empêcher l'entrée en vigueur des Accords SALT II et que l'on a pris la décision de déployer en Europe une nouvelle génération de missiles nucléaires à moyenne portée, cependant que se développent d'autres programmes militaires dans le domaine des armes classiques et nucléaires.

Dans l'essor que prend actuellement la politique fondée sur la force, certains signes semblent annoncer la reprise des projets tendant à la fabrication et au déploiement en Europe des armes nucléaires à neutrons, sinistre symbole de la course aux armements que la communauté mondiale a dénoncé avec tant de force.

Nous partageons pleinement l'opinion exprimée par le distingué chef de la délégation suédoise, Mme Thorson, dans son intervention du 5 février, en déclarant que les gouvernements et les peuples devraient prendre note de ces faits et réfléchir à leurs conséquences éventuelles pour l'avenir des nations du continent européen où la population est particulièrement dense.

La République populaire de Bulgarie, en tant que pays européen, ne peut rester indifférente lorsqu'on tente de mettre en doute les bienfaits de la détente, de la présenter comme un avantage unilatéral pour l'une des parties. Les centaines de millions d'êtres humains qui vivent sur le continent européen où la concentration des forces militaires et des armements est vingt fois supérieure à la moyenne dans le monde, ne sauraient admettre que l'on raye les années 1970 de l'histoire du vingtième siècle. Todor Zhivkov, Premier Secrétaire du Parti communiste bulgare et Président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie a dit récemment : "Si courte qu'ait pu paraître cette période, elle a montré aux peuples, aux milieux d'affaires, aux hommes politiques et aux hommes d'Etats les incomparables avantages de la détente sur la "guerre froide"; elle a porté des fruits et ouvert de plus larges perspectives à une coopération mutuellement profitable aux Etats européens". Je voudrais à cet égard exprimer l'espoir que la Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe suivra une voie constructive et concentrera ses efforts sur les principales questions dont dépendent la paix et la sécurité en Europe, y compris la question d'une Conférence européenne sur le désarmement.

Au stade actuel, le rôle et la responsabilité de notre Comité s'accroissent encore plus vite et nous devrions redoubler d'efforts pour contribuer efficacement à freiner la course aux armements et pour nous mettre d'accord sur des mesures précises de désarmement. Notre délégation appuie l'appel qu'ont lancé à cet égard tous les orateurs précédents et en particulier les représentants de l'Union soviétique, du Mexique, de la Suède, de la République démocratique allemande, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, de l'Inde et d'autres encore.

(M. Voutov, Bulgarie)

Monsieur le Président, permettez-moi d'indiquer brièvement l'attitude de la délégation bulgare sur les principales questions que le Comité devra examiner au cours la présente session. Je dirai tout d'abord quelques mots au sujet des problèmes de d'organisation et de procédure. La délégation bulgare est heureuse de constater que ces questions sont en voie d'être réglées de façon constructive, ce qui évitera au Comité de perdre un temps précieux qu'il vaut mieux consacrer à l'examen des principaux points de l'ordre du jour. Sur les questions concrètes que nous avons à étudier, la position de la délégation bulgare est clairement indiquée dans le document commun d'un groupe d'Etats socialistes (CD/141).

Sans aucun doute, les problèmes liés aux armes nucléaires sont au centre de nos travaux et c'est sur eux que se portent principalement les efforts de la communauté internationale dans le domaine du désarmement.

La proposition bien connue des pays socialistes tendant à mettre fin à la fabrication de tous les types d'armes nucléaires et à réduire progressivement les stocks de ces armes jusqu'à leur destruction complète, constitue une base solide pour des négociations multilatérales. Nous sommes heureux de noter que la plupart des Etats membres du Comité partagent nos vues au sujet de la création d'un groupe de travail spécial sur le désarmement nucléaire, de même qu'en ce qui concerne des consultations immédiates en vue de préparer le terrain pour les négociations futures, conformément aux résolutions 35/152 B et C de l'Assemblée générale. Nous sommes profondément convaincus que le Comité du désarmement est l'organe le plus approprié pour ces consultations et, finalement, pour les négociations sur le désarmement nucléaire, conformément aux dispositions du paragraphe 50 du Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

Plusieurs faits survenus ces derniers mois renforcent notre conviction qu'au stade actuel, ce n'est ni le perfectionnement des armes nucléaires, ni la création de nouvelles stratégies nucléaires qui inquiètent le plus l'humanité; c'est le sentiment aigu du danger croissant de guerre thermonucléaire; nous devons donc engager résolument des négociations approfondies pour démontrer l'existence d'une volonté politique. Aujourd'hui, la défense de la paix est la claire manifestation de l'humanisme de notre époque, de la lutte pour un monde nouveau et juste. Permettez-moi de me référer une fois encore au Parti bulgare et de citer les paroles qu'a prononcées le chef d'Etat à la tribune du Parlement mondial des peuples pour la paix, réuni à Sofia en septembre 1980 :

"Nous savons que les principales différences entre le capitalisme et le socialisme ne disparaîtront pas d'elles-mêmes, que chaque système s'efforcera de prouver son droit à l'existence, les avantages dont il se targue. Mais à notre avis, tout cela ne signifie pas nécessairement que nous devons recourir à la bombe nucléaire et aux missiles. Selon nous, le différend entre les deux systèmes mondiaux peut et doit se régler dans la paix mondiale, dans la coexistence et la compétition pacifiques d'Etats dotés de systèmes sociaux différents."

Les pays socialistes parties au Traité de Varsovie ont déclaré sans équivoque et de façon catégorique le 14 mai 1980 : "Quant aux Etats représentés à la réunion, ils confirment qu'il n'est aucun type d'armement qu'ils ne soient prêts à limiter ou à éliminer sur une base mutuelle" (CD/98, p. 11). Nous sommes convaincus que cette déclaration n'a pas échappé à l'opinion publique mondiale.

(M. Voutov, Bulgarie)

L'un des points qui retiendra l'attention du Comité au cours de cette session concerne l'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires. Je tiens à signaler que, malgré les mesures constructives prises par l'Union soviétique, mesures qui ont donné une impulsion tout à fait positive aux négociations trilatérales, celles-ci n'ont pas donné pour le moment les résultats escomptés. Sans sous-estimer le moins du monde l'importance des négociations trilatérales, nous appuyons l'idée des pays non alignés et neutres de créer un groupe de travail spécial avec la participation active des cinq Etats dotés d'armes nucléaires. Ce Comité devrait procéder sans retard à l'élaboration d'un mandat pour ce groupe.

Un autre aspect important des efforts tendant à réduire le danger des armes nucléaires sera en fait notre discussion sur la non-implantation des armes nucléaires dans les pays où ces armes n'existent pas actuellement. Ce sera pleinement conforme à la résolution 35/156 C de l'Assemblée générale, étant donné que le Comité devra exposer dans un rapport à la 36ème session les résultats de ses travaux sur cette importante question.

Mon pays attache une importance particulière à la question des garanties de sécurité négatives. Notre opinion sur certains de ses aspects a été indiquée l'an dernier au Groupe de travail spécial chargé d'étudier cette question, de même qu'à la deuxième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à la Première Commission de l'Assemblée générale où nous avons présenté des documents de travail et une résolution. Nous avons déjà eu l'occasion d'évaluer de façon positive les travaux accomplis à ce jour par le Groupe de travail spécial dans la recherche d'une approche commune acceptable pour tous, qui pourrait nous conduire à l'élaboration d'un instrument international ayant force obligatoire. A cette session, le Groupe de travail qui a été reconstitué aura la possibilité d'achever l'examen, entrepris l'an dernier, des problèmes de fond que posent les garanties de sécurité négatives. C'est dans cet esprit que l'Assemblée générale, dans sa résolution 35/155 a lancé "un appel à tous les Etats, en particulier aux Etats dotés d'armes nucléaires, pour qu'ils fassent preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un accord sur une approche commune qui pourrait figurer dans un instrument international ayant force obligatoire".

Tout en restant fermement favorable à l'idée d'une convention internationale, moyen le plus efficace de renforcer les garanties de sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires, la délégation bulgare pense que la possibilité de certains accords intérimaires pourrait aussi être examinée à ce stade. Pour préparer cette voie, l'Assemblée générale a, dans sa résolution 35/154, lancé l'appel suivant : "Demande à tous les Etats dotés d'armes nucléaires de faire une déclaration solennelle, identique en substance, concernant le non-recours aux armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires et qui n'en possèdent pas sur leurs territoires, en tant que première étape vers la conclusion d'une convention internationale". En outre, elle "recommande au Conseil de sécurité d'examiner les déclarations que pourront faire les Etats dotés d'armes nucléaires sur le renforcement des garanties de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires et, s'il les juge compatibles avec l'objectif susmentionné, d'adopter une résolution appropriée les approuvant".

La délégation bulgare soutient que le Groupe de travail spécial devrait continuer à examiner les formules de non-recours proposées en vue de déterminer les points qui leur seraient communs. Partant de ces prémisses, on pourrait s'efforcer d'élaborer les éléments fondamentaux d'une formule commune qui figurerait dans un instrument international ayant force obligatoire, ou ceux d'une déclaration

individuelle identique en substance, que les Etats dotés d'armes nucléaires pourraient faire solennellement de leur propre initiative, compte tenu des résultats obtenus au cours des négociations. A cet égard, la période qui se sera écoulée avant et pendant la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement pourrait marquer, comme en 1978, un autre tournant dans l'action entreprise pour renforcer effectivement les garanties de sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires. Des échanges de vues pourraient aussi avoir lieu au sein du Groupe de travail spécial quant aux paramètres les plus appropriés pour que le Conseil de sécurité puisse approuver, selon sa pratique et conformément à la Charte des Nations Unies, les déclarations de non-recours faites par chacun des Etats dotés d'armes nucléaires.

La délégation bulgare présentera sous peu un document de travail sur les questions que devrait examiner dans cet esprit le Groupe de travail spécial sur les garanties de sécurité négatives.

Nous croyons que des progrès importants sur ce point pourraient être accomplis si tous les Etats membres du Comité du désarmement, en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, adoptaient une approche constructive et faisaient preuve de toute la souplesse nécessaire en vue de parvenir à une solution acceptable pour tous. Nous nous félicitons à cet égard de la bonne volonté qu'a manifestée la délégation soviétique à la précédente séance du Comité en se déclarant prête à coopérer activement avec les autres Etats à la recherche d'une formule de garanties mutuellement acceptable.

Monsieur le Président, nous espérons qu'au cours de cette session, un travail intensif sera accompli dans le domaine des armes chimiques. Nous partageons l'opinion selon laquelle le Groupe de travail spécial a réalisé certains progrès, bien que, aux termes de son rapport, toutes les questions n'ont pas pu, faute de temps, être examinées à fond. Nous allons maintenant terminer le travail commencé en nous concentrant sur les points où il y a convergence de vues.

Nous attachons l'importance qu'il convient aux pourparlers bilatéraux soviéto-américains sur les armes chimiques, et nous espérons qu'ils reprendront bientôt.

L'interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive est un problème qui a tenu une place importante dans les dernières sessions du Comité du désarmement. Les avantages que présenterait une interdiction complète des nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive sont tout à fait évidents. Ce qu'il faudrait actuellement c'est que tous les Etats qui sont en mesure de mettre au point ces armes fassent preuve de volonté politique. Certaines tendances en ce domaine justifient quelque appréhension et confirment la nécessité de redoubler d'efforts pour y remédier par un accord sur des mesures concrètes de désarmement.

Pour ce qui est des armes radiologiques, nous sommes convaincus que les conditions favorables qui existent actuellement permettent l'élaboration prochaine d'un projet de convention interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques, sur la base de la proposition commune américano-soviétique. Les travaux accomplis à la dernière session par le Groupe de travail spécial ont clarifié la situation. Nous partageons l'opinion que les divergences sur certains points pourront probablement être atténuées, ce qui permettra d'accomplir cette tâche avant que la session du Comité se termine.

(M. Voutov, Bulgarie)

A la fin de la session de 1980 du Comité, un groupe de pays socialistes, dont la Bulgarie, a présenté le document CD/128 où sont exposées nos vues sur les principaux éléments d'un programme global de désarmement. Le Comité ne doit épargner aucun effort pour élaborer en temps voulu ce programme tout en s'efforçant de réaliser un juste équilibre entre les positions des différents pays et groupes.

En terminant, je tiens à vous assurer, Monsieur le Président, que la délégation bulgare fera tout ce qui est en son pouvoir pour apporter sa modeste contribution aux négociations méthodiques et concrètes qui se dérouleront tant au Comité que dans ses organes subsidiaires.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie le distingué Ambassadeur de Bulgarie pour son intervention et je lui exprime également tous mes remerciements pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

M. KÖMIVES (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, prenant la parole pour la première fois en séance plénière, je tiens à vous adresser les félicitations de la délégation hongroise pour votre accession aux fonctions lourdes de responsabilité de Président du Comité pour le mois de février et à vous exprimer ma satisfaction pour la façon dynamique dont vous conduisez les débats du Comité. J'espère que sous votre habile direction, le Comité réglera bientôt les derniers problèmes de procédure et abordera les travaux de fond.

J'exprime aussi ma reconnaissance à M. Terrefe, ambassadeur d'Ethiopie, qui a présidé le Comité en août dernier, lors d'une phase décisive de nos travaux de l'an passé.

Permettez-moi de saluer cordialement nos nouveaux collègues, les distingués représentants de la Roumanie, de l'Egypte, du Pakistan et du Zaïre, en leur souhaitant des travaux fructueux. Ma délégation est prête à coopérer amicalement avec eux, comme elle l'a fait avec leurs prédécesseurs.

La délégation hongroise constate avec satisfaction que le Comité a pu rapidement parvenir à un consensus sur son ordre du jour et sur son programme de travail pour la première partie de la présente session; c'est avec la même rapidité que les quatre groupes de travail de notre session de l'année passée ont été rétablis, et que d'autres ont été prévus, comme l'avaient proposé plusieurs groupes ou délégations. L'expérience de notre session de l'an dernier a montré que des négociations menées dans le cadre de groupes de travail constituent incontestablement la méthode la plus efficace pour progresser vers nos objectifs. Le principal, selon nous, est que les groupes de travail commencent à fonctionner et qu'ils fassent avancer les négociations elles-mêmes.

Certains des orateurs précédents ont dit que la situation internationale actuelle était grave et se détériorait encore. C'est exact, mais on ne peut s'empêcher d'y voir la conséquence directe d'une politique qui néglige les réalités caractérisant les relations internationales, qui répudie le principe de la parité et de la sécurité égale pour tous, qui fait ouvertement état de plans visant à acquérir la supériorité militaire. De nouvelles doctrines nucléaires sont élaborées tendant à réduire ou à supprimer les obstacles politiques, techniques et psychologiques qui s'opposent à

(M. Kőmives, Hongrie)

l'utilisation des armes nucléaires. C'est dans cet esprit que l'OTAN donne une nouvelle impulsion à la course aux armements nucléaires en décidant de déployer en Europe occidentale d'énormes arsenaux comprenant de nouvelles générations de missiles nucléaires à moyenne portée. La ratification du traité SALT II a été différée et l'avenir de cet instrument devient de plus en plus incertain.

La position du Gouvernement hongrois en ce qui concerne l'état actuel de la situation internationale est clairement indiquée dans la Déclaration des Etats membres de l'Organisation du Traité de Varsovie, adoptée par le Comité consultatif politique en mai dernier. Les Etats en question déclarent nettement qu'ils n'aspirent pas à la supériorité militaire, mais qu'ils sont en faveur de la parité et de la sécurité égale à des niveaux militaires de plus en plus bas. La Déclaration comporte pour la réalisation de cet objectif un programme pratique qui a été confirmé en décembre dernier par les Etats membres de l'Organisation du Traité de Varsovie.

Parallèlement aux travaux du Comité, d'importantes négociations se déroulent actuellement à Madrid, à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, notamment au sujet des aspects militaires de la détente. La Hongrie, conjointement avec les autres membres de la communauté socialiste, fait de son mieux pour que l'on décide de convoquer le plus tôt possible une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe. Nous estimons que la Conférence de Madrid peut et doit prendre une décision relativement à la convocation de cette conférence, ainsi qu'en ce qui concerne les lignes essentielles de ses travaux et de son ordre du jour. Cette conférence marquerait une date en renforçant les bases de la paix en Europe et en traduisant dans les faits l'obligation pour tous les Etats participants de prendre des mesures efficaces et de parvenir à des résultats tangibles par la réduction du risque d'affrontement militaire et par la promotion du désarmement en Europe.

Bien que ne participant pas aux négociations de Vienne, la Hongrie y attache beaucoup d'importance et considère que plus tôt ces négociations aboutiront à des résultats positifs, mieux cela vaudra.

En tant que seul forum multilatéral de négociation sur le désarmement, le Comité du désarmement a un rôle capital à jouer dans la limitation de la course aux armements et la réalisation d'un véritable désarmement. La trente-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies a montré qu'il y a urgence accrue à faire passer dans les faits les dispositions approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement. Ma délégation juge très important que le Comité du désarmement accomplisse des progrès substantiels dans ses travaux avant la deuxième session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera au désarmement.

Le Comité du désarmement a inscrit à son ordre du jour toutes les grandes questions de désarmement à résoudre. Le programme de travail et les groupes de travail, une fois établis, constituent le cadre nécessaire et approprié pour que nos activités soient couronnées de succès. Le document de travail présenté par un groupe d'Etats socialistes, dont la Hongrie, contient toutes les considérations importantes relativement aux travaux du Comité.

(M. Kömives, Hongrie)

Dans ces travaux, ma délégation, comme beaucoup d'autres, donne la plus haute priorité à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Au cours des deux dernières sessions, cette question a donné lieu à des échanges de vues prolongés, outre l'examen de la proposition présentée par les délégations socialistes tendant à la cessation de la fabrication de tous les types d'armes nucléaires et à la réduction progressive des stocks de ces armes jusqu'à leur destruction complète. Ma délégation demande instamment que soit créé sans retard un groupe de travail spécial auquel participeraient activement tous les Etats dotés d'armes nucléaires.

En ce qui concerne le désarmement nucléaire, la délégation hongroise attache une importance particulière à la poursuite du processus SALT entre l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique. Il est profondément regrettable que l'ajournement constant de la ratification du traité SALT II retarde ce processus d'une importance capitale. Nous espérons qu'une fois ce traité ratifié, les négociations se poursuivront en vue d'une réduction plus substantielle des armements nucléaires stratégiques.

Dans le domaine du désarmement nucléaire, ma délégation attache une importance particulière à la conclusion d'une convention internationale sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. A la suite du travail de fond effectué l'année dernière par le groupe de travail sur cette question, ma délégation est d'avis que le Comité devrait examiner des formules de déclarations solennelles, identiques en substance, que feraient les Etats dotés d'armes nucléaires en ce qui concerne le non-recours aux armes nucléaires contre des Etats non dotés de ces armes, déclarations qui seraient confirmées par le Conseil de sécurité dans une résolution appropriée. Ce serait un premier pas vers une convention internationale, contre laquelle n'a été formulée aucune objection de principe au cours de nos débats de l'an passé.

La délégation hongroise note avec satisfaction que le Comité a décidé d'inscrire à son ordre du jour, dans le contexte du désarmement nucléaire, la question de la non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle. La meilleure façon d'examiner cette question serait également de créer un groupe de travail, comme l'ont proposé les délégations socialistes, dans un récent document de travail.

Les questions ayant trait au désarmement nucléaire sous tous ses aspects ont fait l'objet d'une large discussion et d'une étude approfondie au cours de la deuxième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui s'est tenue l'année dernière. Ces échanges de vues ont incontestablement montré l'importance essentielle qu'attachent les Etats au maintien et au renforcement du régime de non-prolifération. Toutefois, il est évident qu'on ne saurait y parvenir sans réaliser de réels progrès dans les autres domaines du désarmement nucléaire.

L'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires est aussi une question qui présente une extrême urgence. La conclusion prochaine d'un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires contribuerait largement à arrêter le perfectionnement, la mise au point et la prolifération des armes nucléaires, ainsi qu'à améliorer le climat international. La résolution 35/145 B de l'Assemblée générale prie le Comité de créer un groupe de travail et d'engager des négociations sur un traité d'interdiction complète des essais. Ma délégation espère que le Comité satisfera à cette demande et entreprendra bientôt des travaux de fond avec la participation active de tous les Etats dotés d'armes nucléaires qui sont maintenant

(M. Kőmives, Hongrie)

tous représentés dans le Comité. Nous sommes convaincus que la conclusion par tous les Etats dotés d'armes nucléaires d'un moratoire sur les essais de ces armes augmenterait grandement les chances de réussite. Encore un mot sur cette question : de l'avis de la délégation hongroise, les négociations menées à ce sujet au sein du Comité du désarmement ne devraient en aucune façon gêner les pourparlers trilatéraux, que ma délégation espère voir bientôt reprendre.

Le Comité a aussi des tâches urgentes et très importantes à accomplir indépendamment du domaine du désarmement nucléaire. L'une d'elles concerne l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et leur destruction. La conclusion prochaine d'un accord à ce sujet est d'une urgence particulière en raison d'informations inquiétantes et de déclarations officielles relatives à des projets de fabrication et de déploiement de la nouvelle génération d'agents de guerre chimique : les armes binaires. Ma délégation espère que le Groupe de travail spécial sur les armes chimiques reprendra bientôt ses travaux et accomplira de nouveaux progrès vers l'élaboration d'un accord sur l'interdiction effective de toutes les armes chimiques, en se fondant sur les utiles travaux effectués l'année dernière par le Groupe de travail.

Ma délégation est d'avis que, cette année, le Comité du désarmement devrait accorder plus d'importance que précédemment à l'interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive. Etant donné que certains milieux cherchent à s'assurer la supériorité technologique dans le domaine militaire, il s'ensuivra inévitablement que les réalisations les plus récentes de la science et de la technologie seront utilisées à des fins militaires, ce qui pourrait conduire à une phase de la course aux armements qualitativement nouvelle, qu'il serait encore plus difficile de freiner. Depuis longtemps, les délégations socialistes auprès du Comité considèrent que la solution la plus radicale pour empêcher l'apparition de nouveaux types d'armes de destruction massive consisterait à établir un accord général interdisant la mise au point de nouveaux types d'armes de destruction massive, complété par des accords ou des protocoles spécifiques interdisant certains types particuliers de ces armes. Dans la résolution 35/149, l'Assemblée générale renouvelle en fait la demande qu'elle avait déjà adressée au Comité à ce sujet.

A propos de cette question, je crois nécessaire de rappeler au Comité une proposition faite l'année dernière, qui avait été appuyée par plusieurs délégations. Les débats des dernières années ont montré de plus en plus clairement qu'il fallait trouver de nouveaux moyens pour traiter de façon plus efficace cette question compliquée et aux multiples aspects. Un groupe de travail composé d'experts gouvernementaux qualifiés constituerait un forum approprié pour une étude technique plus approfondie de la question et dont le Comité pourrait tirer profit pour ses travaux. C'est pourquoi les délégations socialistes ont renouvelé dans le document de travail CD/141, leur proposition tendant à la création d'un tel groupe.

Il est inquiétant d'apprendre par des déclarations officielles que la nouvelle Administration des Etats-Unis envisagerait à nouveau la fabrication et la mise en place d'armes à neutrons. J'approuve entièrement la déclaration qu'a faite à ce sujet Mme Inga Thorsson devant le Comité, le 5 janvier. La reprise de ce projet qui avait été précédemment abandonné en raison des protestations de l'opinion publique européenne, a pour effet de rendre de nouveau opportune et actuelle la proposition des délégations socialistes tendant à ce que le Comité entame des négociations sur un accord interdisant la fabrication et le déploiement des armes à neutrons, proposition qui avait été présentée à la CCD en 1978.

(II. Kőmives, Hongrie)

L'interdiction de la mise au point, du stockage et de l'utilisation des armes radiologiques est un problème spécifique du même ordre. L'an dernier, le Comité en a confié l'étude à l'un des groupes de travail. Bien que ma délégation considère ces travaux comme utiles, j'estime que, cette année, le Comité devrait se montrer plus ambitieux dans l'accomplissement de cette tâche et faire de son mieux pour être en mesure de soumettre à la trente-sixième session de l'Assemblée générale un projet complet de convention sur l'interdiction des armes radiologiques. En raison des propositions actuelles et des travaux de l'année dernière, cela nous semble tout à fait possible si toutes les parties intéressées manifestent la volonté politique nécessaire.

La délégation hongroise attache une grande importance à l'élaboration d'un programme global de désarmement. Nous sommes favorables à la poursuite des travaux du Groupe de travail intéressé et tout disposés à y participer activement. Nous espérons que l'activité que consacreront le Groupe de travail et le Comité à cette question capitale aboutira à un résultat réaliste et utile sous la forme d'un programme suffisamment large, acceptable pour tous les pays. Ma délégation considère comme très important que ce programme s'inspire du principe de l'égalité et de la sécurité égale pour tous.

Telles sont les observations que je désirais formuler à ce stade des travaux du Comité. Par la suite, ma délégation reviendra en détail sur certaines questions spécifiques, conformément au calendrier figurant dans notre programme de travail.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie le distingué Ambassadeur de Hongrie pour son intervention et pour les paroles aimables qu'il a bien voulu avoir à l'égard de la Présidence.

M. de SOUZA e SILVA (Brésil) : Monsieur le Président, pour la délégation du Brésil, c'est une vive satisfaction de vous voir à la tête de nos délibérations. Il y a à peine 15 jours que le Président du Brésil vient de rendre visite à la France en donnant un nouvel essor aux relations centenaires et sans ombres entre nos deux pays. Sur le plan plus personnel, c'est avec joie que nous vous voyons presque journalièrement déployer vos qualités de diplomate professionnel. Votre patience empressée, votre compétence plutôt persuasive qu'impositive, votre douce fermeté, vous ont acquis le respect amical et affectueux de vos collègues autour de cette table. Permettez-moi de profiter de cette occasion pour souhaiter notre chaleureuse bienvenue à nos collègues de l'Egypte, du Pakistan, de la Roumanie et du Zaïre, avec lesquels j'espère travailler dans la plus étroite collaboration.

Il est devenu habituel chaque année, au début de nos délibérations, de procéder à un examen général de la situation mondiale et de ses incidences sur la question qui concerne le plus directement tous les membres du Comité : celle du désarmement. Il est aussi devenu habituel qu'à la suite de cet examen, nous en arrivions à la conclusion qu'au cours des douze mois qui se sont écoulés depuis le début de la session précédente du Comité, le rythme de la course aux armements et la puissance destructrice des arsenaux ont de loin dépassé les efforts de la communauté mondiale pour arrêter et inverser ces tendances. L'année 1980 n'a pas fait exception; une fois de plus, nous avons été témoins de la persistance et même de l'accentuation de la tendance à mettre au point et à déployer de nouveaux types et systèmes d'armes conçus pour répandre la mort et la destruction avec

(M. de Souza e Silva, Brésil)

une vitesse, une précision et une puissance plus grandes que jamais. A cette tendance de mauvais augure s'ajoute l'apparition de la notion qu'une guerre nucléaire peut réellement être menée et gagnée, notion qui s'appuie elle-même sur l'idée que c'est grâce aux doctrines de dissuasion militaire qu'une guerre nucléaire n'a pas éclaté.

Il est certain que, depuis l'apparition des armes nucléaires dans les arsenaux des superpuissances et dans ceux de trois autres puissances, aucun conflit ne s'est intensifié suffisamment pour que l'une des superpuissances, ou les deux, ou tous ces pays, engagent leur puissance militaire totale dans la recherche fallacieuse d'une victoire. Et c'est heureux, sinon aucun d'entre nous ne siègerait encore dans cette salle en essayant d'apporter des solutions permanentes aux problèmes qui se posent à nous.

Nous devons tous reconnaître qu'une nation ou un groupe de nations ne peut satisfaire son besoin de sécurité en mettant en péril constant la sécurité du monde entier, y compris, naturellement, la sécurité des puissances mêmes qui semblent attendre plus de sécurité d'un environnement de moins en moins sûr. Dans les organes de désarmement des Nations Unies, et en particulier lors de la dernière session de l'Assemblée générale, l'écrasante majorité des membres de la communauté mondiale ont maintes fois souligné cet argument unique : il est absolument indispensable que les attitudes actuelles subissent un changement fondamental pour que nous puissions accomplir des progrès réels dans les négociations sur le désarmement. Or, certains milieux font valoir que la notion de "sécurité non diminuée" pendant le processus de désarmement justifierait ce que l'on appelle par euphémisme la "modernisation" des arsenaux et des doctrines stratégiques, même en l'absence de tout désarmement. La délégation brésilienne ne peut admettre ces idées, qui tendent non seulement à légitimer la possession des armes nucléaires, mais aussi à justifier les efforts visant à accroître leur perfectionnement et leur puissance destructrice. L'évolution récente des théories stratégiques et tactiques des deux principales alliances militaires semble bien confirmer la conclusion que, pour les superpuissances, il faut simplement entendre par "limitation des armements" l'ajustement de la course aux armements à des niveaux qu'elles jugent mutuellement tolérables en fonction des ressources qu'elles consacrent au perfectionnement constant des armes dont elles disposent. Au contraire, c'est à une majorité écrasante que l'humanité a exprimé maintes fois et sans ambiguïté le désir d'un désarmement réel, ce qui veut dire naturellement la cessation immédiate de la course aux armements nucléaires et l'amorce de mesures réelles de désarmement nucléaire.

Le Brésil a toujours attaché la priorité la plus élevée à ces objectifs, et nous continuerons à rechercher les moyens pratiques d'accomplir des progrès dans ce domaine. A la dernière session de l'Assemblée générale, le Brésil a été coauteur de la résolution 35/152 C, qui demande au Comité d'entreprendre des négociations à ce sujet en lui indiquant le cadre dans lequel il devrait les mener.

Nous avons appuyé aussi l'appel du Groupe des 21 en faveur de la création prochaine, au sein du Comité du désarmement, d'un groupe de travail qui s'occuperait des aspects spécifiques de cette question extrêmement importante. La délégation brésilienne a fait entièrement sienne la proposition tendant à ce que les six groupes de travail chargés des six questions de fond de notre ordre du jour puissent commencer leurs travaux sans retard.

(M. de Souza e Silva, Brésil)

Ayant cette préoccupation présente à l'esprit, permettez-moi de formuler maintenant quelques brèves observations sur les questions de fond de l'ordre du jour que le Comité a adopté pour sa session de cette année. Naturellement, la délégation brésilienne reviendra en détail sur chacun de ces points au moment opportun, de préférence dans le contexte des négociations qui seront entreprises par les six groupes de travail.

J'ai déjà souligné plus haut l'urgence et la priorité que non seulement ma délégation, mais tous les membres de la communauté des nations attachent à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire, question qui, pour des raisons communes de nous tous, apparaît au point 2 de notre ordre du jour. Il semble que la documentation actuelle, qui comprend aussi des propositions précises, soit plus que suffisante pour que des négociations de fond sérieuses puissent s'engager à ce sujet. Je voudrais seulement, en ce moment, exprimer à nouveau le ferme espoir que le Comité sera en mesure de traiter à fond cette question.

Le point de notre ordre du jour qui vient immédiatement après en importance et en urgence, concerne la négociation d'un traité visant à interdire tous les essais d'armes nucléaires dans tous les milieux. Nous ne voyons aucune raison pour que la création d'un groupe de travail sur l'interdiction complète des essais soit considérée comme faisant obstacle aux pourparlers qui se déroulent depuis un certain temps déjà, apparemment sans grand résultat, entre trois des cinq puissances dotées d'armes nucléaires. Au contraire, il semblerait que l'une des conditions du succès d'une telle mesure serait précisément son caractère universel, autrement dit il s'agirait d'établir un traité dont les dispositions seraient de nature à lui assurer l'adhésion la plus large possible. Le sort des accords récemment conclus dans le domaine général du désarmement prouve éloquemment qu'il n'est ni prudent ni même réaliste d'attendre de la communauté internationale qu'elle donne plein appui et crédibilité à des arrangements qui ne tiendraient pas compte de ses préoccupations légitimes ou qui viseraient à perpétuer le déséquilibre et la discrimination. Le Brésil conçoit un traité interdisant la poursuite des essais d'armes nucléaires non comme une fin en soi, ni comme une simple mesure de protection pour empêcher que n'augmente le nombre des membres du club des pays dotés d'armes nucléaires, mais bien comme une importante mesure préparant le désarmement nucléaire. En fait, ce traité bloquerait le perfectionnement des armes nucléaires et fournirait ainsi un moyen efficace pour arrêter la prolifération verticale. Pour que l'étape suivante soit expressément associée à l'interdiction des essais, il faudrait l'orienter vers l'application de mesures concrètes de désarmement nucléaire proprement dit. En outre, le traité ne devrait pas faire obstacle à la pleine exploitation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et devrait même être considéré comme un moyen de promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et la coopération internationale dans ce domaine.

La délégation brésilienne est fermement convaincue que les négociations au sein du Comité du désarmement contribueront beaucoup à clarifier certaines questions importantes et permettront d'élaborer un traité équitable et durable sur l'interdiction des essais nucléaires à des fins militaires.

La question des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires se trouve déjà depuis longtemps au premier plan des débats sur le désarmement. Le Brésil s'est toujours déclaré convaincu que la seule garantie réelle et durable contre ce risque est le désarmement nucléaire lui-même. En attendant le désarmement nucléaire, certaines propositions ont été faites, dont l'une tend à la

(M. de Souza e Silva, Brésil)

négociation d'une convention interdisant le recours aux armes nucléaires. En appuyant cette proposition, le Brésil a fait observer qu'une convention interdisant l'emploi des armes nucléaires ne saurait être interprétée comme légitimant la possession de ces armes et qu'elle doit imposer d'une manière expresse et contraignante le désarmement nucléaire. A défaut même d'une convention sur le non-recours, d'autres formules ont été proposées, par exemple des arrangements en vertu desquels les puissances dotées d'armes nucléaires fourniraient des garanties en ce qui concerne le recours ou la menace de recours aux armes nucléaires. Il convient de souligner ici que la caractéristique essentielle de l'arme nucléaire est sa capacité unique et jusqu'ici inégalée de détruire les fondements mêmes de la vie humaine sur notre planète. Un rapport récent du Secrétaire général montre d'une manière éloquente mais réaliste les terribles conséquences qu'aurait une guerre nucléaire. Par sa nature même, l'arme nucléaire a des effets létaux qui ne sont pas limités aux belligérants, et son utilisation a déjà été condamnée par les Nations Unies comme "un crime contre l'humanité". Pour ces raisons, il ne suffit évidemment pas que les puissances dotées d'armes nucléaires renoncent formellement à les utiliser contre les pays qui ont décidé de ne pas exercer leur droit souverain d'opter pour l'arme nucléaire. Tout arrangement intérimaire devrait donc être conçu comme imposant aux puissances dotées d'armes nucléaires une double obligation : premièrement, l'engagement clair et contraignant de réaliser le désarmement nucléaire; deuxièmement, l'engagement également clair de ne pas recourir ou menacer de recourir aux armes nucléaires dans l'intervalle entre l'acceptation de la première obligation et la réalisation effective du désarmement nucléaire. Seule l'acceptation de ce double engagement contrebalancerait équitablement le renoncement des pays non dotés d'armes nucléaires à s'en procurer.

La délégation brésilienne a suivi avec un vif intérêt les débats qui ont eu lieu l'année dernière au Groupe de travail sur les armes chimiques et qui ont été très utiles pour élucider certaines des questions qui se posent dans ce domaine complexe. Nous appuyons pleinement les efforts visant à l'interdiction générale de la fabrication, de la mise au point et du stockage des armes chimiques. Nous croyons en outre que la convention future devrait prévoir la destruction des stocks de ces armes, les quelques Etats qui en possèdent s'engageant expressément à les détruire en fournissant l'inventaire complet et détaillé des stocks et des fabriques de ces armes. La destruction des stocks existants, le démantèlement et la conversion des usines constitueraient certainement les principales dispositions de la convention envisagée, celles qui lui confèreraient le caractère d'une mesure réelle de désarmement. En conséquence, il serait peut-être opportun de concevoir l'instrument en cours de négociation comme une "Convention sur la destruction des stocks d'armes chimiques et sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage de ces armes" et non pas l'inverse. Un autre aspect prioritaire de la convention future concerne la promotion d'une coopération scientifique et technologique, dans le domaine international, pour les activités et les recherches pacifiques impliquant l'emploi de produits chimiques.

En ce qui concerne les armes radiologiques, la délégation brésilienne persiste à croire que le Comité du désarmement doit concentrer ses efforts sur la négociation des points auxquels on a attribué un haut degré de priorité. L'écrasante majorité des membres de la communauté internationale a reconnu l'urgente nécessité d'étudier d'autres aspects du désarmement, en particulier le désarmement nucléaire.

(M. de Souza e Silva, Brésil)

Enfin, nous croyons que le Comité ne devrait pas laisser passer l'occasion de contribuer d'une manière substantielle au succès de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Nous sommes heureux que ce fait, dûment reconnu par toutes les délégations, ait été visé dans l'ordre du jour de notre session de 1981. La négociation du programme global de désarmement destiné à être soumis à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée en 1982 n'est qu'un aspect, mais très important, de cette contribution. A notre avis, cette deuxième session extraordinaire aura pour tâche principale d'examiner la mise en oeuvre du Programme d'action figurant dans le Document final de la première session extraordinaire; or, ce document a confié au Comité la tâche très importante de négocier des mesures de désarmement. En cette troisième année de travail du Comité du désarmement, il est indispensable de réaliser des progrès concrets. Le mécanisme créé en 1978 doit répondre aux espoirs de la communauté mondiale et devenir un instrument vraiment efficace de promotion de la cause du désarmement. Alors que les armements atteignent des niveaux intolérables et que même ces niveaux sont maintenant jugés insuffisants par ceux dont dépendent la conduite et le rythme de la course aux armements, la perspective de notre échec paraît vraiment lourde de menaces.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie le distingué Ambassadeur du Brésil de son intervention et je lui exprime également toute ma reconnaissance pour les paroles si amicales qu'il a bien voulu avoir à mon égard.

M. YU PEI-WEN (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter chaleureusement, au nom de la délégation chinoise, d'avoir accédé à la présidence du Comité du désarmement pour le premier mois de la session de 1981. Je suis convaincu que la manière brillante dont vous dirigerez nos débats fera prendre un bon départ à la présente session. Vous pouvez d'ailleurs compter sur la pleine coopération de la délégation chinoise. Je saisis aussi cette occasion de souhaiter la bienvenue aux Ambassadeurs de la Belgique, du Pakistan, de la Roumanie et du Zaïre, qui, cette année, participent pour la première fois à nos travaux.

Comme le dit un proverbe chinois : "Le travail de l'année dépend de la manière dont il commence au printemps". Le printemps fait toujours naître l'espoir pour la nouvelle année. Durant ce deuxième printemps des années 1980, nous nous trouvons à nouveau réunis pour examiner une question d'une portée universelle, celle du désarmement. Nous espérons sincèrement que, grâce aux efforts communs de tous ceux qui sont ici présents, la session actuelle ajoutera de nouveaux progrès à ceux qui ont été accomplis l'année dernière.

Cependant, personne ne peut échapper aux appréhensions et aux craintes sérieuses qu'inspire la situation du monde, et dont se ressentent directement les négociations sur le désarmement. La situation internationale continue d'être troublée, et dans certaines zones de conflit, les conditions s'aggravent. En particulier, l'une des superpuissances a envoyé directement ses forces armées occuper l'Etat souverain d'Afghanistan où la guerre continue de faire rage. D'autre part, cette superpuissance a un agent qu'elle soutient dans l'agression et l'occupation qu'elle poursuit à l'encontre du Cambodge. Elle a refusé jusqu'ici d'appliquer les résolutions adoptées l'année dernière par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-cinquième session, dans lesquelles celle-ci demande le retrait inconditionnel, de l'Afghanistan et du Cambodge, de toutes les troupes de l'envahisseur. Récemment, la situation en Europe s'est trouvée chargée de nouveaux dangers par suite des concentrations de forces armées ainsi que des fréquentes manoeuvres militaires auxquelles a procédé la même superpuissance dans certaines zones stratégiques d'Europe. Tout cela est certainement de nature à influencer et entraver les négociations actuelles sur le désarmement.

(M. Yu Pei-Wen, Chine)

L'année dernière, la rivalité entre les deux superpuissances s'est encore intensifiée. D'une part, elles ont aggravé la tension et le danger de guerre dans diverses régions du monde, notamment dans le Moyen-Orient, l'océan Indien et le golfe Persique, par le déploiement et le renforcement constant de leurs forces armées. D'autre part, elles ont intensifié leur lutte mutuelle pour la supériorité militaire. L'une d'elles prétend vouloir "maintenir l'équilibre", mais en fait, elle fait tout pour améliorer la qualité de ses armements classiques, maintenant qu'elle a acquis la supériorité quantitative. Etant arrivé en gros à la parité avec l'autre superpuissance en matière d'armes nucléaires, elle s'attache maintenant à mettre au point et à améliorer ses vecteurs à têtes multiples indépendamment guidées. Sa capacité d'offensive nucléaire est maintenant beaucoup plus grande depuis que s'y sont ajoutés de nouveaux types de missiles nucléaires et de bombardiers stratégiques. L'autre superpuissance, pour ne pas être dépassée, augmente aussi ses dépenses militaires et se lance dans la recherche et la fabrication de nouveaux types d'armes. C'est ainsi qu'a commencé une nouvelle phase de la course aux armements, axée sur l'amélioration qualitative.

Devant la détérioration de la situation internationale et l'intensification de la course aux armements, les peuples du monde exigent de plus en plus vigoureusement que l'on mette fin à l'agression et à l'expansion, et que l'on arrête la course aux armements. L'année dernière, les représentants de nombreux pays ont vivement souligné, dans les différents organismes s'occupant du désarmement, que l'"incident afghan" avait sérieusement aggravé la tension internationale, empoisonné l'atmosphère de confiance que nécessitent les négociations internationales sur le désarmement, et empêché celles-ci de progresser. Ce que les peuples exigent maintenant des superpuissances, ce sont des actes et non des phrases creuses concernant "le maintien de la paix" et "la promotion du désarmement" - juste exigence qui résulte de la situation internationale actuelle.

C'est alors que régnait cette situation internationale troublée, au début de la décennie 1980, que la délégation chinoise est devenue membre du Comité du désarmement. Elle s'est jointe aux autres membres avec le désir sincère d'examiner et de discuter sérieusement avec eux les diverses questions de désarmement, dans l'espoir que les travaux du Comité contribueront à la réalisation du désarmement et au maintien de la paix mondiale. A en juger par l'expérience de la précédente session, nous croyons nécessaire que le Comité suive des principes rationnels et des procédures correctes pour accomplir des progrès.

Ce qui caractérise le plus la situation mondiale actuelle en matière de désarmement, c'est le fait que les deux superpuissances possèdent d'énormes arsenaux qui sont, quantitativement et qualitativement, de beaucoup supérieurs à ceux des autres pays. Seules, les deux superpuissances sont capables de mener une guerre mondiale, et c'est la politique d'hégémonie qu'elles pratiquent qui menacent sérieusement la paix du monde et la sécurité des nations. En conséquence, le principe fondamental actuellement applicable dans tous les domaines où s'exerce l'effort de désarmement, c'est que les superpuissances doivent être les premières à agir en réduisant considérablement leurs super-arsenaux. Il est regrettable qu'elles se soient refusées jusqu'ici à prendre aucune mesure de nature à entraîner une réduction réelle de leurs armements. C'est ce qui explique l'absence de progrès importants dans les négociations sur le désarmement.

Etant donné que le désarmement est directement lié à la paix et à la sécurité internationales, les pays qui participent aux discussions et aux négociations sur les différentes questions de désarmement doivent pouvoir le faire dans des conditions de parfaite égalité. Actuellement, en matière d'arrangements institutionnels et de méthodes de travail, le Comité du désarmement marque un progrès sur ses prédécesseurs.

(M. Yu Pei-Wen, Chine)

Le monopole des négociations sur le désarmement que détenaient quelques grandes puissances commence à s'effriter. Les pays petits et moyens sont plus libres de dire leur mot en la matière, et il faut s'en féliciter. Mais leurs vues et leurs revendications ne sont pas encore écoutées avec toute l'attention qu'elles méritent. A notre avis, ces pays ont pleinement le droit de faire connaître leurs vues et d'exiger des superpuissances qu'elles prennent des mesures efficaces de désarmement.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant exposer nos vues sur certains des points figurant à l'ordre du jour de la présente session du Comité.

Tout d'abord, je parlerai de la question ainsi libellée : "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire", question qui préoccupe tout le monde. Il est tout à fait évident que les peuples du monde vivent sous la menace constante d'une guerre nucléaire par suite de l'accélération de la course aux armements nucléaires à laquelle se livrent les superpuissances, et en raison des préparatifs et des déploiements de force qu'elles intensifient en vue d'une guerre nucléaire. Il convient de prendre des mesures efficaces pour prévenir une telle guerre qui serait un désastre sans précédent pour les peuples du monde. Ma délégation a constamment soutenu que le moyen fondamental d'éliminer le danger d'une guerre nucléaire était l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires. Pour juger de la valeur d'une mesure de désarmement nucléaire, il faut se demander si elle servira à réduire et à éliminer le danger d'une guerre nucléaire. Au stade actuel, la réduction de ce danger exige que les deux pays qui possèdent les plus grands arsenaux nucléaires mettent un terme à leur course de plus en plus intense aux armements nucléaires, qu'ils soient les premiers à réduire de façon radicale leurs arsenaux nucléaires, qu'ils arrêtent leur production d'armes nucléaires de tous types et qu'ils fassent disparaître l'énorme écart qui existe entre eux et les autres pays nucléaires, ce qui créerait les conditions nécessaires pour la réduction conjointe et la destruction finale des armes nucléaires par tous les pays qui en sont dotés.

En ce qui concerne l'interdiction des essais nucléaires, nous sommes d'avis qu'elle ne suffira nullement à arrêter l'expansion des armements nucléaires des superpuissances. Inviter tous les pays nucléaires, sans distinction, à mettre fin aux essais nucléaires avant que les superpuissances aient réduit considérablement leurs arsenaux nucléaires ne servirait qu'à maintenir et consolider la supériorité nucléaire des superpuissances sans diminuer le danger d'une guerre nucléaire. Seule la réduction draconienne des arsenaux nucléaires des superpuissances créera la condition indispensable pour l'interdiction complète des essais nucléaires et contribuera à diminuer et à éliminer le danger d'une guerre nucléaire.

Quant aux garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires, la délégation chinoise a eu pour position constante qu'en attendant la réalisation de l'objectif global du désarmement nucléaire, à savoir l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires, tous les pays nucléaires devraient s'engager inconditionnellement à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre les Etats non dotés de ces armes et, sur cette base, à négocier et à conclure aussitôt que possible une convention internationale à cet effet. Comme les pays dotés d'armes nucléaires ne peuvent être menacés par les pays qui n'en possèdent pas, ils ne pourraient invoquer aucune justification pour se dérober à l'obligation d'accorder ces garanties de sécurité.

(M. Yu Pei-Wen, Chine)

J'en viens maintenant à la question de l'interdiction des armes chimiques. Il y a plus de dix ans que la CCD a été saisie de cette question. Il est décevant de constater que l'objectif de l'interdiction complète des armes chimiques demeure aussi éloigné que jamais. Par contre, des armes chimiques nouvelles apparaissent en nombre croissant dans les arsenaux des superpuissances. Au cours de l'année dernière, de multiples informations ont révélé que des personnes soumises à des régimes d'oppression et à des actes d'agression sont cruellement blessées et massacrées par l'emploi d'armes chimiques. Cette menace très réelle du recours aux armes chimiques a rendu plus urgente l'interdiction complète de ces armes. À notre avis, le Comité devrait, à sa session actuelle, reprendre ses travaux de l'année dernière en entamant des négociations de fond sur l'élaboration d'une convention internationale pour l'interdiction complète des armes chimiques.

Le fait que des armes chimiques seraient employées en Afghanistan, au Kampuchea et au Laos cause de sérieuses inquiétudes dans tous les pays. À sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution dans laquelle elle demande qu'une enquête internationale soit faite sur l'utilisation des armes chimiques. Elle exprime ainsi la vive indignation que suscite dans le monde entier l'emploi de ces armes. La délégation chinoise appuiera toutes propositions et mesures de nature à renforcer le Protocole de Genève de 1925 en empêchant efficacement que soient commis des crimes en violation dudit Protocole.

En ce qui concerne l'élaboration d'un "Programme global de désarmement", la délégation chinoise y a toujours attaché une grande importance, car il s'agit là de définir les objectifs et les principes du désarmement, ainsi que les mesures spécifiques à prendre en la matière, ce qui peut exercer par conséquent une grande influence sur l'avenir du désarmement. Afin de faciliter les progrès dans le domaine du désarmement, le Programme devrait indiquer les principes fondamentaux et l'ordre de priorité des mesures de désarmement en fonction de la situation réelle du monde à l'heure actuelle.

À notre avis, il faudrait établir le Programme en tenant compte des propositions raisonnables selon lesquelles les pays qui possèdent les plus grands arsenaux auraient des obligations particulières en matière de désarmement, le désarmement contribuerait à garantir la souveraineté, l'indépendance et la sécurité des pays, le désarmement classique serait considéré aussi comme important, de même que le désarmement nucléaire. Toutes ces propositions sont conformes aux besoins urgents des pays petits et moyens, et contribueraient à réduire la menace que représentent pour la paix mondiale et pour la sécurité des pays les énormes arsenaux des superpuissances. Ces importantes propositions trouvent aussi leur expression dans le "Document final" de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement et dans les "Propositions concernant les éléments d'un programme global de désarmement" formulées par la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies. Notre Comité devrait pleinement en tenir compte dans l'établissement du programme.

Monsieur le Président, la délégation chinoise partage l'espoir de nombreuses autres délégations que des progrès réels seront accomplis, au cours de la présente session, dans les négociations concernant divers points de l'ordre du jour. Le monde espère beaucoup de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui se tiendra en 1982; notre Comité contribuera à la préparation de cette session extraordinaire par les efforts que nous ferons ici.

(M. Yu Pei-Wen, Chine)

La tâche qui nous attend est donc aussi importante qu'urgente. La délégation chinoise est prête à coopérer avec les autres membres du Comité, à se joindre à l'effort commun pour surmonter les difficultés et les obstacles et contribuer efficacement à la promotion du désarmement et à la sauvegarde de la paix mondiale.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie le distingué représentant de la Chine de sa déclaration ainsi que des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

M. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est pour moi un grand plaisir que de m'associer à tous ceux qui m'ont précédé pour vous souhaiter chaleureusement la bienvenue, au nom de la délégation polonaise, à l'occasion de votre accession à la présidence du Comité du désarmement pour le mois de février, le premier de la session de 1981. Je tiens par ailleurs à faire état de la haute considération que votre compétence diplomatique, amplement démontrée par les excellents résultats obtenus au cours des deux premières semaines de nos débats, inspire à ma délégation et à moi-même.

Vous exprimant ainsi nos meilleurs vœux pour le mois en cours, je tiens à dire, Monsieur le Président, combien je suis heureux de saluer à la présidence un représentant de la France, pays avec lequel la Pologne entretient traditionnellement des relations d'estime et de coopération mutuelles.

Je voudrais aussi exprimer mes remerciements chaleureux à Son Excellence l'Ambassadeur de l'Ethiopie, M. Terrefe, pour la contribution précieuse qu'il a apportée aux travaux du Comité à la session finale de l'année dernière, en particulier pour la tâche difficile qu'il a assumée en tant que Président lors de la préparation du rapport du Comité à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale.

Mes vœux les plus sincères vont aux distingués représentants de l'Egypte, du Pakistan, de la Roumanie et du Zaïre, qui se sont récemment joints à nous en qualité de chefs de leurs délégations respectives à cette table de conférence. J'adresse également mes vœux les plus cordiaux au Secrétaire du Comité, M. l'Ambassadeur Jaipal, et à tous ses collaborateurs, qui n'épargnent aucun effort pour s'acquitter de leur importante tâche en vue d'assurer la bonne marche de nos travaux.

Nous entrons dans la troisième année consécutive d'activités du Comité du désarmement élargi et dans la deuxième année de ses travaux avec la participation de la totalité de ses membres. Ces travaux ont enrichi notre expérience, et nous nous connaissons maintenant beaucoup mieux qu'il y a trois ans malgré le roulement dû aux mutations de chefs de délégation. Par ailleurs, la rotation mensuelle de la présidence amène au poste que vous occupez des personnalités très diverses façonnées par le contexte historique et les caractéristiques propres à leurs nations.

Ma délégation souscrit pleinement aux observations déjà faites sur l'importance que présente la session de cette année. Je ne trahirai sans doute pas un secret en disant que ma délégation, en arrivant à la présente session du Comité, a reçu des instructions claires de son Gouvernement : contribuer au renforcement de ce Comité, qui constitue le seul forum multilatéral de négociations sur le désarmement ayant une portée mondiale et jouissant de la confiance des gouvernements et de l'ensemble de la communauté internationale. Afin de ne pas trahir cette confiance, ma délégation

(M. Sujka, Pologne)

a reçu pour consigne de tout faire pour que les travaux du Comité et de ses organes subsidiaires soient fructueux et de rechercher opiniâtrement un compromis assurant l'équilibre des formules élaborées et n'empiétant pas sur les intérêts mutuels de sécurité. Cette approche est fondée sur la conviction que l'équilibre de la sécurité doit être recherché sur la voie de la diminution des armements, étant donné qu'au cours des trente-cinq dernières années leur intensification a entraîné un quintuplement des dépenses. Cependant, personne n'oserait répondre par l'affirmative à cette simple question : la sécurité a-t-elle quintuplé dans le monde d'aujourd'hui ?

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne, gardant présente à l'esprit l'expérience historique de sa nation et fidèle à ses alliances, a toujours tout fait pour que le processus de détente qui a débuté à la fin des années 60 et au début des années 70 soit étendu et renforcé par les efforts de désarmement indispensables. Mon pays a soutenu cette position, non seulement alors que de sombres nuages s'amassaient sur le monde, mais aussi et peut-être plus particulièrement lors d'orages locaux également dangereux. C'est à ces moments qu'il est indispensable d'intensifier les efforts en vue d'abaisser le niveau des moyens militaires de confrontation. Dans ce contexte, c'est avec inquiétude que la Pologne observe les signes avant-coureurs d'une nouvelle phase de la course aux armements. La décision bien connue du Conseil de l'OTAN concernant le déploiement de fusées à moyenne portée en Europe occidentale, ainsi que les récentes informations sur la bombe à neutrons et les armes binaires, constituent à n'en pas douter de tels signes. Comme par le passé, on prétend que la résurgence de la question du déploiement de la bombe à neutrons et la fabrication des armes binaires rétabliraient un équilibre stratégique compromis. On est tenté de poser la question suivante : quels éléments ou faits nouveaux sont survenus depuis le milieu de l'année 1979, époque à laquelle l'existence d'un équilibre stratégique des forces fut explicitement confirmée par la signature de l'accord SALT II ? En tout état de cause, on ne saurait soutenir qu'à l'époque les gouvernements, en approuvant cet équilibre, ont commis une erreur d'appréciation ou cherché à induire en erreur leurs nations ainsi que leurs partenaires.

Mon pays estime d'un intérêt vital que l'on cesse de rechercher des prétextes pour justifier l'accélération de la course aux armements. Il souhaite que le principe qui consiste à rechercher l'équilibre des forces cède la place à l'équilibre de la raison. A la Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, la Pologne, s'inspirant de cette philosophie, a soumis au nom des Etats parties au Traité de Varsovie, une proposition tendant à organiser à Varsovie une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe, qui réunirait tous les Etats participant à la Conférence. Nous comprenons que les approches soient différentes à l'égard de cette proposition, mais nous espérons vivement que la réunion d'une telle conférence soit acceptée par tous les pays participants à la CSCE. A notre avis, cette conférence devrait avant tout constituer une étape décisive pour le renforcement des mesures propres à accroître la confiance en Europe, continent où se trouvent les plus vastes accumulations de tous les types possibles d'armes dangereuses. Accueillir une telle conférence serait un honneur pour mon pays, dont les initiatives pacifiques ont eu une influence marquée dans les réalités politiques européennes de l'après-guerre. Conformément aux objectifs de la conférence proposée, la Pologne a toujours œuvré pour la réalisation de progrès décisifs et rapides dans les entretiens sur la réduction mutuelle des forces armées et des armements en Europe centrale, qui a lieu à Vienne.

(M. Sujka, Pologne)

En tant que représentant d'un Etat partie au Traité de Varsovie, je voudrais aussi mentionner les initiatives de cette organisation défensive, qui ont été récapitulées au cours de la session commémorative de mai 1980 à Varsovie. Les décisions de cette session, énoncées dans le document CD/98, préconisent sans équivoque l'accélération des progrès des négociations sur le désarmement. Cet appel a été renouvelé lors de la réunion des dirigeants des Etats parties au Traité de Varsovie en décembre dernier.

Je tiens à exprimer la ferme conviction de ma délégation que nous trouverons cette année assez de volonté, de détermination et de persévérance pour accomplir des progrès plus importants que les années passées. Cette conviction est fondée sur les faits suivants :

1. Nous avons acquis suffisamment d'expérience du fonctionnement du Comité à composition élargie.
2. Nous avons obtenu des résultats concrets, tels que :
 - a) la détermination des positions de négociation (prise de conscience des convergences et divergences de vues),
 - b) le choix et plan d'examen des questions de leur point de départ à leur solution,
 - c) l'entente sur les structures organisationnelles, les méthodes et les formes de négociations.
3. On observe une tendance prédominante à maintenir et à renforcer la fonction du Comité en tant qu'organe de négociations concrètes et sérieuses, et un désir d'éviter tout formalisme superflu et toute controverse politique inutile.

Le document de travail CD/141, présenté par le distingué représentant de la République démocratique allemande, M. l'Ambassadeur Herder, au nom d'un groupe d'Etats socialistes, reflète également les vues de ma délégation sur les aspects organisationnels des travaux de notre Comité. Il n'est pas nécessaire de les exposer à nouveau. Je me bornerai à exprimer la profonde satisfaction de ma délégation devant le consensus réalisé sur le rétablissement des quatre groupes de travail et à vous en féliciter, Monsieur le Président. A mon avis, rien ne devrait s'opposer à ce que ces groupes abordent sans délai leurs travaux de fond.

Cette mesure constituerait une réponse appropriée à l'appel lancé dans la résolution 35/152 E par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui prie instamment les Etats membres du Comité du désarmement "d'intensifier leurs efforts pour faire aboutir les négociations en cours au sein du Comité du désarmement". Un autre élément encourageant serait l'adoption d'une décision selon laquelle, pour l'instant, les groupes de travail spéciaux pourraient poursuivre leurs travaux sur la base du mandat de l'année dernière, lequel pourrait être ultérieurement modifié ou amendé sur décision du Comité.

L'objectif global et le point de départ des travaux des groupes spéciaux devraient être de poursuivre et de développer l'élaboration des éléments déjà prêts à être résolus et, le cas échéant, d'y mettre la dernière main, compte tenu des travaux déjà accomplis.

(M. Sujka, Pologne)

Je voudrais maintenant dire quelques mots des tâches des groupes de travail spéciaux, telles que je les conçois.

D'abord, ma délégation se réjouit de participer et de contribuer de façon active et constructive aux travaux du Groupe de travail sur l'interdiction des armes chimiques, qui devrait, sans délai excessif, poursuivre et développer les travaux entrepris en 1980. A notre avis, il pourrait notamment s'occuper des questions qui n'ont pas été examinées l'an dernier faute de temps, ou étudier plus en détail les questions qui ont déjà fait l'objet d'une convergence générale de vues.

Il ne faut pas oublier que, parallèlement à nos travaux au Comité, des entretiens bilatéraux se dérouleront également sur la question des armes chimiques. Nous estimons ces entretiens très importants pour le processus de négociation multilatérale, étant donné particulièrement qu'ils ont donné des résultats très encourageants. Je ne peux qu'espérer qu'ils reprendront très bientôt et que leurs résultats renforceront nos travaux.

Quant à moi, je suis fermement convaincu qu'il existe déjà une base suffisante pour accomplir des progrès tangibles dans le processus d'élaboration d'un projet d'accord sur l'interdiction des armes chimiques. Ce dont nous avons réellement besoin, c'est de la volonté politique des gouvernements et de leur décision de conclure un tel accord.

J'en arrive à la question de l'interdiction des armes radiologiques. La délégation polonaise estime que le Groupe de travail spécial sur cette question devrait engager immédiatement des négociations. Ce Groupe est déjà saisi déjà de la proposition commune concertée, qui constitue une bonne base pour élaborer une convention. Nous ne voyons aucune difficulté majeure à concilier les différentes approches adoptées au cours des négociations. Nous espérons que cette possibilité se réalisera en 1981, puisque le Groupe aura plus de temps pour négocier que l'an dernier.

Un autre Groupe de travail spécial qui, à notre avis, devrait terminer ses travaux cette année est le Groupe chargé de discuter et d'élaborer un programme global de désarmement. Ma délégation partage l'opinion selon laquelle la validité du mandat de ce groupe ne peut être mise en cause. A sa création, il a été chargé de la tâche spécifique et concrète consistant à élaborer un programme global de désarmement qui sera présenté en temps voulu à la deuxième session extraordinaire de l'ONU consacrée au désarmement, en 1982. Ce mandat confère à ses travaux un caractère d'importance ~~et d'urgence, puisque le programme devrait être entièrement rédigé bien~~ avant la session extraordinaire. Ma délégation est convaincue que ce Groupe apportera une construction efficace et constructive au succès de la deuxième session extraordinaire. Le programme de désarmement que nous aspirons à établir ne sera réellement global que s'il repose sur une certaine infrastructure psychologique du désarmement. De l'avis de mon Gouvernement, il devrait prévoir des mesures susceptibles de convaincre l'opinion publique que pour vivre en paix, il faut d'abord commencer par désarmer.

En ce qui concerne le Groupe chargé d'examiner des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, la délégation polonaise, tout en réaffirmant que l'objectif de ce groupe est d'élaborer une convention internationale, estime que pour se rapprocher d'une solution, le Groupe de travail pourrait envisager un type

(M. Sujka, Pologne)

d'arrangement intérimaire. Dans le cadre d'un tel arrangement, nous souhaiterions voir établir une formule de garantie commune, établie d'un commun accord, au lieu de cinq déclarations unilatérales.

J'en viens maintenant aux points de l'ordre du jour pour lesquels aucun organe subsidiaire n'a été établi, mais dont l'examen a toujours reçu un très haut degré de priorité dans nos délibérations.

L'un de ces points est l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires. De l'avis de la délégation polonaise, il n'est plus possible d'ajourner la création d'un groupe de travail spécial sur cette question. Nous estimons même qu'un tel groupe de travail devrait être créé immédiatement. Ce groupe de travail, aux travaux duquel participeraient tous les Etats dotés d'armes nucléaires, devrait tenir compte des résultats des négociations trilatérales sur cette question et de toutes les autres propositions et initiatives futures. Il pourrait définir les questions à examiner au cours de négociations en vue d'un accord et entamer des négociations sur la forme de cet accord.

Un autre point hautement prioritaire de l'ordre du jour est celui intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". La haute priorité qu'attache mon pays à des progrès rapides dans ce domaine est confirmée par les propositions que la Pologne et d'autres Etats socialistes ont soumises en 1979 (CD/4) en vue d'engager des négociations sur l'arrêt de la fabrication de tous les types d'armes nucléaires et sur la réduction graduelle de leurs stocks jusqu'à leur élimination complète. Nous sommes convaincus que cette question, ainsi que les autres questions relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire, méritent de faire l'objet de négociations dans le cadre d'un groupe de travail spécial encore à créer. Ce groupe pourrait commencer ses travaux en examinant la question de l'étude et de la détermination des stades de désarmement nucléaire envisagés au paragraphe 50 du Document final de la session extraordinaire consacrée au désarmement, notamment en ce qui concerne le rôle et la responsabilité des deux Etats dotés d'armes nucléaires et des Etats non dotés d'armes nucléaires dans le processus de désarmement nucléaire.

A propos de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire, je voudrais mentionner une autre question qui a trouvé sa place dans l'ordre du jour de cette année et qui mérite d'être étudié de plus près. Je veux parler de l'élaboration d'un accord international sur la non-implantation d'armes nucléaires sur les territoires des Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle. La délégation polonaise est convaincue qu'un tel accord contribuerait à la limitation de la course aux armements nucléaires et au progrès de la détente et constituerait ainsi un pas important vers la limitation des armements. A notre avis, l'instance la plus appropriée pour élaborer un tel accord serait le groupe de travail spécial, qui pourrait commencer ses travaux dans un proche avenir.

Enfin, il y a la question, non moins importante, de l'interdiction de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive. La délégation polonaise appuie la proposition tendant à créer un groupe de travail spécial d'experts sur cette question. La principale tâche de ce groupe, qui serait placé sous les auspices du Comité de désarmement, serait d'élaborer un rapport technique sur les diverses conséquences des progrès réalisés dans des domaines potentiellement dangereux, qui pourraient aboutir à la fabrication de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive. Ce groupe pourrait également donner des indications sur les types particuliers d'armes de destruction massive qui devraient tomber sous le coup de l'interdiction.

(M. Sujka, Pologne)

Il y a lieu de rappeler que la session de 1981 du Comité du désarmement sera sa dernière session complète avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Il est également opportun de rappeler que nous avons certaines obligations à remplir avant cette session. Si nous voulons sérieusement les honorer et obtenir des résultats tangibles dans au moins un ou deux domaines particuliers du désarmement avant la session extraordinaire, nous devons nous y employer dans les prochains mois.

Le climat favorable et constructif dans lequel nos travaux ont débuté cette année, ainsi que les décisions concrètes déjà prises par le Comité sous votre direction, Monsieur le Président, nous remplissent d'optimisme et laissent bien augurer des résultats de cette session. Au nom de la délégation polonaise, je voudrais déclarer que nous coopérerons pleinement avec vous, Monsieur le Président, ainsi qu'avec vos successeurs à la présidence, aux efforts visant à réaliser notre but commun.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie le distingué Ambassadeur de Pologne de son intervention et je lui exprime toute ma reconnaissance pour les paroles amicales qu'il a eues à mon égard ainsi qu'à l'égard de mon pays.

M. ONKELINX (Belgique) : Monsieur le Président, mardi dernier à ce même Comité et en risquant une comparaison avec Monsieur de Callières, j'ai dit ce que je pensais de votre présidence. Je considère qu'il serait peut-être quelque peu inconvenant que, représentant de la Belgique, pays voisin et qui entretient avec la France des relations si profondes, si suivies et si amicales, je vienne m'apesantir sur la satisfaction que j'éprouve de vous voir présider nos travaux. Je voudrais plutôt constater la satisfaction exprimée par tout le monde au sein de ce Comité pour la manière dont vous dirigez nos débats et je crois que c'est là tout d'abord une illustration de la politique de votre pays et des excellentes relations qu'il entretient avec tous les Etats et que c'est aussi une reconnaissance de vos éminentes qualités. Je voudrais à ce propos relever les paroles de l'Ambassadeur du Brésil dans son discours qu'il vient de prononcer. Il a parlé de vous en parlant d'une douce fermeté, je trouve que c'était une expression tout à fait adéquate pour le représentant d'un pays qui, un jour, a été chanté sur le thème de la douce France.

Monsieur le Président, vous resterez pour nous celui qui, en 15 jours, a su résoudre l'essentiel des problèmes difficiles d'organisation avec lesquels notre Comité était confronté et vous l'avez fait en sachant, grâce à votre doigté et votre diplomatie, préserver une atmosphère particulièrement amicale au sein de notre Comité.

En saluant cette atmosphère amicale, je voudrais aussi dire combien nous nous réjouissons de revoir parmi nous l'Ambassadeur Jaipal, Monsieur Berasategui et toute leur équipe. Ils sont, je crois, pour la Présidence, autant que pour chacune des délégations, des conseils avertis et des guides éclairés. Très souvent, c'est grâce à eux que nous pouvons frayer notre chemin dans les arcanes de la procédure et dans l'organisation de nos travaux.

Je voudrais, enfin, saluer la présence parmi nous des nouveaux collègues, des collègues de l'Argentine, de l'Egypte, du Pakistan, de la Roumanie et du Zaïre. Je crois que par les contacts qu'ils ont déjà établis ces quelques jours avec nous, ils ont prouvé qu'ils s'intégraient parfaitement dans l'atmosphère de notre Comité et je crois que c'est du meilleur augure pour la suite de notre coopération avec eux.

(M. Onkelinx, Belgique)

Monsieur le Président, à l'aube de cette troisième année d'activités du Comité du désarmement dans sa structure et sa composition actuelles, je voudrais appeler l'attention sur les risques auxquels est de plus en plus confrontée l'entreprise du contrôle des armements et du désarmement, entreprise dans laquelle notre Comité s'est vu confier une responsabilité essentielle.

Ces risques découlent d'abord de l'état inquiétant de la sécurité internationale. Depuis un an, la grande majorité de la communauté internationale n'a cessé de se déclarer préoccupée de la détérioration des conditions de sécurité dans le monde. Le prolongement des actions de force entreprises en plusieurs endroits du globe ne nous incite guère à modifier notre jugement. Il y a un an, je déclarais devant notre Comité que ne pas y exprimer "les préoccupations profondes des opinions publiques et de nos dirigeants suscitées par les événements survenus depuis la fin décembre 1979 en Afghanistan serait commettre une erreur grave de jugement politique". La situation, depuis lors, est restée inchangée et aujourd'hui plus que jamais nous pensons que seule la modération dans le comportement des Etats permettrait de restaurer un climat politique meilleur, seul propice à la réalisation d'étapes nouvelles dans les négociations de désarmement.

Mais la stagnation, qui a marqué en particulier la seconde moitié de la précédente décennie, peut peut-être aussi trouver une explication dans des facteurs plus intrinsèques que le climat politique auquel il vient d'être fait allusion. Les approches envisagées, les méthodes de travail, les voies et moyens mis au point méritent également un examen attentif. Il serait sans doute erroné de vouloir mettre exclusivement à charge de facteurs politiques extérieurs au contrôle des armements la responsabilité de la modicité des résultats obtenus au cours des dernières années. Il nous appartient, ainsi qu'aux autres organismes compétents en la matière, d'identifier avec la plus grande rigueur l'ensemble des causes qui expliquent cette situation.

Trois ans après la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, force est de constater que les espoirs qu'elle avait suscités n'ont pas été confirmés, encore que le Document final qui en a résulté ait conservé toute sa validité. La deuxième session extraordinaire, prévue pour l'année prochaine, doit constituer pour tous les Etats, particulièrement pour ceux qui sont représentés au sein de ce Comité, une occasion propre à recréer un élan novateur.

*

*

*

Des potentialités existent, même dans les circonstances politiques présentes. Mon pays s'est ainsi réjoui de l'ouverture l'année dernière, par les Etats-Unis et l'URSS, de conversations préparatoires qui, s'intégrant dans le processus SALT au maintien duquel la Belgique attache la plus haute importance, portaient sur la limitation de certains systèmes déterminés d'armes nucléaires de théâtre d'opérations. Mes autorités escomptent un développement aussi rapide que possible de ces pourparlers.

De même, la conclusion d'une convention d'interdiction ou de limitation de l'emploi de certaines armes classiques a également démontré la possibilité d'aboutir à des résultats concrets, nonobstant le climat international décevant du moment.

A la récente Assemblée générale, des résultats ont aussi été possibles, telle l'adoption par consensus de la résolution 35/156 D relative à l'étude de tous les aspects du désarmement régional. La Belgique s'attachera à assurer le suivi de cette étude de manière telle qu'elle puisse, conformément au texte de la résolution, "encourager les gouvernements à prendre des initiatives et à se consulter dans les

(M. Onkelinx, Belgique)

différentes régions en vue de convenir de mesures adéquates de désarmement régional". Elle espère que les autres Etats feront connaître au Secrétaire général des Nations Unies leurs vues concernant cette étude et ses conclusions.

La Belgique est d'ailleurs heureuse de constater l'importance accordée en Europe à l'approche régionale. A ce titre, elle participe activement aux négociations de Vienne sur la réduction des forces, où les pays occidentaux ont notamment proposé de conclure un accord intérimaire de première phase qui porterait sur des réductions des forces soviétiques et américaines et, en même temps, ont présenté un train de mesures associées visant à renforcer la confiance entre les Etats participants.

La Belgique est également présente à Madrid, dans le cadre de la deuxième Conférence d'examen de l'Acte final d'Helsinki auquel elle souhaite donner une impulsion, notamment pour ce qui est des aspects militaires de la sécurité, en apportant son appui à la proposition française de Conférence sur le désarmement en Europe.

Dans ces domaines relatifs à l'approche régionale, comme dans d'autres, la Belgique compte beaucoup sur l'apport aux travaux du désarmement que constituera l'activité de l'Institut de recherches des Nations Unies sur le désarmement, dont nous saluons avec sympathie la création toute récente.

*

*

*

En ce qui le concerne plus particulièrement, le Comité du désarmement devra s'efforcer, dans le cadre de son programme de travail, d'oeuvrer de manière efficace là où il sera à même d'apporter une contribution utile. Pour ce faire, il devra impérativement se dégager des querelles de procédure paralysantes et aborder le plus rapidement possible la substance des différentes questions qui sont naturellement inscrites à son ordre du jour. Et il faut se réjouir que sous votre Présidence faite d'intelligence, d'habileté et de savoir-faire, nous ayons pris un aussi bon départ concernant les questions d'organisation.

Les instruments de travail dont s'est doté depuis sa dernière session le Comité du désarmement constituent des atouts non négligeables qui ne devraient pas être gaspillés en 1981. Il importe que ces instruments soient utilisés à nouveau sans perdre de temps. Pour cette raison, la Belgique suggère que les quatre groupes de travail relatifs à certains des points importants de l'ordre du jour - les armes chimiques, le programme global de désarmement, les armes radiologiques et les garanties de sécurité - reprennent rapidement leurs activités, conformément à la vocation de négociation de notre Comité. Cette vocation doit être préservée à tout prix, car à nos yeux il existe suffisamment d'autres enceintes, dans le cadre des Nations Unies, où débattre des problèmes plus théoriques liés au désarmement.

Mon pays a eu l'occasion de faire valoir à plusieurs reprises que cette méthode des groupes de travail avait prouvé qu'elle était parfaitement compatible avec les efforts poursuivis dans des négociations séparées. L'intérêt de voir celles-ci aboutir - que ce soit dans le domaine des armes chimiques comme dans celui combien important de l'interdiction totale des essais nucléaires - devrait être conciliable avec le souci légitime du Comité du désarmement de traiter de manière substantielle les questions adéquatement définies figurant à son ordre du jour.

Je parlerai ici de celles qui apparaissent comme étant les principales d'entre elles, compte tenu de la durée limitée impartie à nos travaux.

(M. Onkelinx, Belgique)

La question de l'interdiction des essais nucléaires présentera sans doute un intérêt accru au cours de cette session du Comité. D'une part, les trois Etats négociant cette question ont présenté à la fin de la session de 1980 du Comité un rapport plus substantiel qu'en 1979 et qui ne manquera pas de continuer d'alimenter nos débats. D'autre part, la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a démontré que cet instrument clé du contrôle des armements ne pouvait être considéré que comme le point de départ d'une politique et qu'il devait être prolongé par des décisions plus ambitieuses, précises et concrètes en matière de sécurité et de désarmement. La conclusion d'un traité d'interdiction des essais nucléaires devrait être une de ces décisions.

Dans ce contexte, et sans préjuger de la manière dont nous déciderons d'aborder l'ensemble de cette question, la Belgique souhaiterait s'attacher, en ce qui la concerne, au problème de la détection et de l'identification des événements sismiques auquel le rapport tripartite lui-même accorde une grande importance.

Deux thèmes pourraient être soumis à notre attention :

- d'une part, le moyen d'assurer une répartition géographique judicieuse des stations participant au réseau de détection et d'identification des événements sismiques, à la lumière notamment des considérations exposées lors de la réunion officielle du Comité du désarmement, le 18 juillet 1980, en présence des experts du Groupe sur la détection et l'identification des événements sismiques;

- d'autre part, l'étude du nouveau mandat qui pourrait être confié après 1981 au Groupe d'experts. Ce mandat pourrait être lié plus directement aux différents problèmes d'échanges de données sismiques que notre Comité débattrait, en fonction notamment des considérations émises dans le rapport tripartite, plus particulièrement à propos de la création d'un comité d'experts chargé d'examiner les questions relatives à l'échange international de données sismiques.

La Belgique n'a cessé de témoigner son intérêt pour les négociations visant à interdire les armes chimiques. Alors que, lors de ses travaux de 1980, le Comité du désarmement a davantage entendu l'énoncé des problèmes relatifs à l'élaboration d'une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage des armes chimiques et sur leur destruction, il semblerait logique et opportun qu'il s'efforce maintenant de compléter et surtout de rapprocher les différents points de vue exprimés. Son pays ne négligera aucun effort pour apporter sa contribution dans cette voie, qui vise à consolider l'oeuvre entamée par le Protocole de Genève il y a plus d'un demi-siècle.

Dans le domaine des armes radiologiques, la voie qui nous a été tracée par les travaux menés par le Comité en 1980 nous apparaît plus clairement. Un accord rapide devrait être possible en vue de la conclusion d'une convention d'interdiction, pour autant que, compte tenu des contraintes de sécurité qui s'imposent à nos Etats, nous nous entendions sur une définition réaliste de l'arme que nous voulons interdire. Une telle définition, aussi limitée soit-elle dans ses implications sur les rapports stratégiques du moment, ne devrait préjuger en rien des efforts restant à accomplir. Elle constituerait en tout état de cause la première interdiction, dans un domaine où tous les Etats pourraient s'engager, à poursuivre les négociations en vue d'autres résultats significatifs.

L'élaboration d'un programme global de désarmement devrait être poursuivie sans délai de manière telle qu'il puisse être soumis à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Ce ne sont pas les contraintes, qu'elles soient d'ordre

(M. Onkelinx, Belgique)

chronologique ou juridique, qui donneront une valeur à ce programme. Nous n'avons jamais pensé que l'on pouvait imposer de l'extérieur à des négociateurs des éléments de caractère coercitifs ou des délais précis de négociations. Le programme tirera son intérêt du consensus qui aura présidé à la mise en oeuvre d'une séquence de mesures dont la réalisation devrait être stimulée par la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Enfin, la question des garanties de sécurité que les Etats nucléaires accordent aux Etats non nucléaires devra bénéficier du concours de nos imaginations, tant le sujet a déjà été débattu. La Belgique a déjà indiqué deux possibilités de progresser dans cette voie, compte tenu de la complexité à déterminer un commun dénominateur universel parmi les déclarations unilatérales formulées à ce stade par les puissances nucléaires :

- la première, touchant à la forme, vise à valoriser ces garanties par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, idée reprise récemment encore, avec des qualifications diverses, par certaines délégations du Comité;

- la seconde visant le fond, consiste à rechercher la formule de garantie qui rassurerait le mieux ceux des Etats qui ont choisi la voie du non-alignement.

* * *

Monsieur le Président, c'est en traitant de propositions crédibles, bien déterminées dans leur nature, que le Comité du désarmement pourra le mieux s'acquitter de sa tâche. C'est essentiellement dans cet esprit pragmatique, et qu'elle espère constructif, que la Belgique se propose d'oeuvrer au sein de ce comité en 1981.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie l'ambassadeur Onkelinx de sa déclaration et je lui exprime ma très vive reconnaissance aux paroles si amicales pour moi-même et pour mon pays qu'il a bien voulu avoir et qui m'ont beaucoup touché.

M. SOLA VILA (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord, au nom de ma délégation, de vous renouveler nos félicitations pour votre accession à la présidence du Comité du désarmement au début de nos travaux de l'année en cours. Nous sommes convaincus que, sous votre habile direction, le Comité s'attachera en premier lieu à accomplir la tâche principale dont il est chargé : l'adoption de mesures efficaces de désarmement.

Je tiens à vous donner l'assurance que, sur ce point, vous pouvez compter sur l'entière collaboration de ma délégation.

De même, nous voudrions présenter nos félicitations au représentant de ce pays frère qu'est l'Ethiopie, dont les fonctions du Président prennent fin.

Nous souhaitons la bienvenue au Comité aux représentants du Pakistan, de la Roumanie, du Zaïre et de l'Egypte, avec lesquels nous espérons oeuvrer de concert pour faire avancer nos travaux.

L'année qui vient de s'écouler s'est caractérisée par l'aggravation des tensions internationales et l'accélération de la course aux armements, comme le prouve la décision de certains pays d'augmenter d'une manière permanente leur budget militaire jusqu'à la fin du siècle actuel et d'entreprendre la fabrication d'armes perfectionnées de destruction massive.

(M. Sola Vila, Cuba)

Ces mesures rendent encore plus pesante l'atmosphère internationale actuelle, déjà alourdie par la décision de déployer en Europe 572 fusées nucléaires de moyenne portée et par l'escalade des armements dans l'océan Indien, la mer des Antilles, le golfe Arabique et le Moyen-Orient.

Il convient de joindre à ces faits les nouvelles idées actuelles sur la possibilité d'une guerre nucléaire limitée, qui ajoutent encore au risque de catastrophe nucléaire, et l'ajournement indéfini de la ratification de l'accord SALT II, ce qui a évidemment pour but de rendre inopérant cet important traité.

Ces considérations donnent une idée de l'importance que prendront les travaux du Comité du désarmement en 1981. Il ne faut pas oublier que la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement aura lieu l'année prochaine, ce qui, à notre avis, impose au Comité l'obligation de parvenir à des résultats concrets qui sanctionnent ses travaux, conformément au mandat qui lui a été confié lors de la première session extraordinaire consacrée au désarmement.

Le bilan de nos travaux montre que la création de groupes de travail est, pour le Comité, le meilleur moyen de mener les négociations dont il est chargé dans une atmosphère de compréhension qui facilite la réalisation de ses objectifs. Permettez-moi en conséquence d'exprimer nos félicitations et notre satisfaction aux Présidents des quatre groupes qui se sont réunis jusqu'ici, en espérant que ces groupes seront rétablis sans retard pour qu'ils puissent reprendre immédiatement leurs travaux de fond.

En effet, ma délégation souhaite que le Comité, cette année, ne s'attarde pas à des débats stériles sur des questions de procédure ou sur des éléments étrangers à ses travaux, débats auxquels nous avons consacré trop de temps dans le passé. Il est indispensable d'avoir pour règle de passer promptement à des travaux concrets et à des négociations fructueuses aboutissant à des résultats tangibles.

La délégation cubaine croit de son devoir de faire en sorte que le Comité du désarmement centre ses travaux sur les priorités établies par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, priorités qui sont en fait celles que s'est fixées cet organe de négociation.

Malheureusement, il n'a pas encore été possible de créer des groupes de travail sur des questions aussi graves que l'interdiction complète des essais nucléaires, le désarmement nucléaire et les nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive. Nous nourrissons l'espoir qu'en ce qui concerne des questions aussi importantes pour la cause du désarmement, le Comité décidera de créer sans retard les groupes de travail nécessaires.

A mesure que se caractérise la course aux armements, à mesure qu'augmente le danger pour la survie de l'humanité, les peuples aspirent de plus en plus à la paix, et, pour le Comité du désarmement, la nécessité s'impose de plus en plus d'obtenir des résultats concrets dans ses négociations. Non pays voit avec inquiétude la montée vertigineuse des dépenses militaires dans le monde, alors que les pays en développement éprouvent des difficultés croissantes à sortir de la situation de misère et de pénurie qu'ils connaissent depuis des siècles.

(M. Sola Vila, Cuba)

A ce sujet, le Président de Cuba, Fidel Castro, a récemment déclaré ce qui suit : "Ainsi, le monde sous-développé ne changerait pas, sinon pour devenir encore plus sous-développé; l'impérialisme ne changerait pas, sinon pour devenir plus riche; et l'humanité ne changerait pas sinon pour voir s'ajouter un milliard de personnes à celles qui vivent actuellement dans la pauvreté la plus absolue".

Aux difficultés de la situation mondiale actuelle, avec tous ses foyers de crise et de tension, avec l'accroissement des armements dans les régions les plus diverses, s'ajoute l'apparition de gouvernements qui se présentent avec des programmes ultra-réactionnaires et qui, loin de promouvoir les possibilités de détente, loin de rechercher des solutions acceptables, favorisent les politiques de guerre, d'intervention et de force.

Mon pays fait partie intégrante du groupe d'Etat que les agressions et les injustices mettent en danger; en conséquence, tout en nous attachant à remplir le rôle qui nous revient dans la défense de la paix et de la détente internationale, nous renforçons notre défense dans le but de défendre notre indépendance, notre souveraineté, ainsi que les intérêts légitimes de notre peuple.

La politique extérieure de Cuba, qui vient d'être approuvée, est fondée sur le principe du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de la lutte pour le désarmement et l'arrêt de la course aux armements.

Cuba continuera de suivre cette politique dans toutes les instances internationales, et en particulier dans cet organe de négociations multilatérales. Le Comité du désarmement est le lieu où se révèlent pleinement les véritables intentions de chaque pays en ce qui concerne la lutte pour le désarmement et la paix.

Dès la première année de travail de cet organe, tel qu'il a été restructuré, le Groupe des 21 a amplement démontré qu'il était prêt à collaborer activement à l'obtention de résultats concrets. De même, les pays socialistes ont préparé divers documents de travail où apparaît leur désir de parvenir sans retard à l'adoption de mesures de désarmement.

Ce sont précisément ces groupes d'Etats qui ont demandé avec le plus d'insistance la création de plusieurs groupes de travail pour que s'engagent d'emblée des négociations, conformément au vœu des pays et des peuples épris de paix qui luttent obstinément pour la cessation de la course aux armements, l'élimination du risque de guerre, la consolidation de la détente internationale, la prospérité économique et le bien-être social des peuples.

Telles sont, Monsieur le Président, les considérations générales que mon pays se permet de formuler, en se réservant de préciser ses vues et ses critères sur chacune des questions tant dans les groupes de travail qu'au cours des prochaines séances.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie le distingué Ambassadeur de Cuba de sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence.

M. PROKOFIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, la délégation soviétique est venue à la session du Comité dans la ferme intention d'apporter une contribution constructive à ses travaux et d'y faciliter la création d'une atmosphère de sérieux. Mais le fait que, cette année, le Comité du désarmement a commencé ses travaux dans un esprit constructif et pratique

(M. Prokofiev, Union des Républiques socialistes soviétiques)

n'a pas fait plaisir à d'aucuns. La délégation soviétique constate avec regret qu'au cours de la séance d'aujourd'hui, la délégation chinoise s'est de nouveau efforcée de détourner l'attention du Comité des importants problèmes dont il est saisi et d'empoisonner l'atmosphère au Comité du désarmement. Nous avons réentendu des affirmations calomnieuses éculées et dénuées de tout fondement, sans rapport aucun avec les travaux du Comité du désarmement. La délégation soviétique se réserve le droit de revenir sur cette question quand elle le jugera nécessaire.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. DABIRI (Iran) : Monsieur le Président, dans la déclaration que vient de faire le distingué et honorable Ambassadeur de Cuba, il a utilisé une terminologie erronée pour se référer à la parcelle d'eau qui sépare le plateau iranien de la péninsule d'Arabie. Comme vous savez tous, depuis des temps immémoriaux cette parcelle d'eau est connue sous le nom de golfe Persique. L'expression golfe Persique a toujours été utilisée dans toutes les encyclopédies et dans tous les atlas, aussi bien que par toutes les sociétés et hommes cultivés. Ce terme a été aussi utilisé toujours par les organes des Nations Unies et tous les autres organismes relevant du système des Nations Unies. Je pense que l'honorable Ambassadeur de Cuba, en parlant du golfe Persique, a utilisé un terme qui est dû certainement à une négligence, mais, tout de même, ma délégation voulait faire cette déclaration pour qu'elle soit consignée dans le procès-verbal.

M. SOLA VILA (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, si, au cours de notre intervention, il y a eu une erreur de désignation géographique, je prie le représentant de l'Iran de m'en excuser. Nous n'avons pas l'intention de nous lancer dans une quelconque polémique, cette année, au Comité du désarmement, mais d'effectuer un travail de fond pour réaliser la tâche que nous a confiée l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement. Si je me suis trompé, je demande au représentant de l'Iran, d'accepter mes excuses les plus formelles.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie le représentant de Cuba de sa déclaration. Et s'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je voudrais reprendre la proposition de considérer le document de travail No 28 dont nous avons discuté hier en réunion officieuse, et je souhaiterais savoir si je puis constater un consensus du Comité sur les termes de ce document relatif à la question des groupes de travail spéciaux du Comité pour 1981.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, je voudrais poser, à propos du troisième alinéa, une question qui concerne la langue anglaise. Selon ce que vous nous avez dit hier, cette question devrait s'adresser au distingué représentant du Royaume-Uni, M. l'Ambassadeur Summerhayes. Je précise que ma délégation accepte à l'avance sa réponse.

Voici donc ma question. Les trois premières lignes de ce troisième alinéa sont ainsi libellées : "It is understood that the Committee will, as soon as possible, review the mandates of the three ad hoc working groups, with a view to adapting, as appropriate, their mandates to advance" ..., etc. Je me demande si on ne pourrait pas supprimer à la fin les mots "their mandates" pour les remplacer par le pronom "them", qui viendrait après "adapting". On aurait donc ceci : "It is understood that the Committee will, as soon as possible, review the mandates of the three ad hoc working groups, with a view to adapting them, as appropriate, to advance..." etc.

(M. García Robles, Mexique)

Je répète qu'il s'agit seulement d'une question. Il va sans dire que j'accepte la réponse à l'avance.

Pour ce qui est du texte espagnol, j'aurais en ce qui concerne le quatrième alinéa quelques modestes suggestions tendant uniquement à aligner l'espagnol sur l'original anglais. Selon nous, ce texte devrait être libellé comme suit : "Queda entendido también que la decisión adoptada por el Comité no excluye de ningún modo la consideración con carácter urgente ...", etc. Les mots "la posibilidad de proceder a" devraient être supprimés, puisqu'ils ne figurent pas dans le texte anglais.

En outre, à la quatrième ligne, après la virgule qui suit les mots "de la agenda del Comité", - il y a effectivement une virgule - il est dit : "y a la consideración", etc. En raison de la modification à apporter à la deuxième ligne, je suggère qu'on dise : "la agenda del Comité, ni tampoco la consideración ...", etc.

C'est tout ce que je voulais dire, Monsieur le Président.

M. SUMMERHAYES (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Je ferai de mon mieux pour répondre à la question posée, bien que je ne me considère pas comme le seul à maîtriser la langue anglaise dans cette réunion.

Mon commentaire est que, si les modifications proposées par l'Ambassadeur García Robles sont peut-être légèrement plus élégantes du point de vue grammatical, le libellé existant est probablement plus explicite et apparaît parfaitement clair.

Je pense donc que le seul gain qui pourrait être réalisé consisterait en une légère amélioration de style; comme je vois les choses, la phrase existante est très claire dans sa signification.

Le PRESIDENT (France) : Mon sentiment serait que nous pourrions peut-être laisser le texte tel qu'il est, car en fait ceci n'affecte en rien la substance. Je constate que dans le texte français on n'a pas répété le mot mandats et il s'agit de les adapter selon que de besoin. Le sens permet de penser que ce sont les mandats et pas les groupes de travail; je reconnais effectivement que le texte anglais - comme le disait l'Ambassadeur Summerhayes - est plus explicite. Je me demande s'il est vraiment nécessaire de modifier ce texte puisque son sens est tout à fait clair, tout en reconnaissant que le souci d'élégance de l'Ambassadeur García Robles est parfaitement justifié.

Pouvons-nous accepter le texte tel qu'il nous est présenté avec les petites variantes qu'il présente dans les diverses langues et qui, je crois, n'affectent pas la similitude du sens ?

Il en est ainsi décidé.

M. FLOWERREE (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, excusez-moi de prendre la parole à cette heure tardive. Si nous avions eu davantage de temps, j'aurais joint ma voix à celles des délégués qui vous ont félicité pour la façon dont vous avez dirigé cette session, et j'en aurais profité pour souhaiter dans un style plus approprié la bienvenue aux nouveaux membres. L'objet de ma présente intervention est simplement de faire consigner une déclaration que j'ai faite lors de la réunion officieuse, au début de cette semaine.

(M. Flowerree, Etats-Unis d'Amérique)

Il est bien connu que la nouvelle Administration qui a été mise en place à Washington, il y a juste trois semaines, a entrepris un examen détaillé d'importantes questions de politique générale, y compris celles qui ont trait aux travaux de ce Comité.

Toutefois, mon Gouvernement, conscient du désir du Comité de commencer ses travaux de fond dès que possible, a autorisé ma délégation à se joindre à un consensus relatif au rétablissement, avec leurs anciens mandats, des groupes de travail au sujet desquels il y avait accord l'an dernier.

Je tiens à préciser à ce propos que puisque les thèmes qui seront traités par ces groupes de travail sont actuellement examinés par la nouvelle Administration des Etats-Unis, la participation de notre délégation sera fonction du rythme et du résultat de cet examen.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie l'Ambassadeur Flowerree de sa déclaration. Avant de lever cette séance, je voudrais proposer au Comité que nous nous réunissions en séance plénière demain matin à 10 h 30 pour permettre au président du groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner les mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques de soumettre le rapport de son groupe au Comité. Nous pourrions également, si nécessaire, aborder d'autres sujets. Je pense en particulier à l'accord que nous pourrions peut-être constater sur la désignation des présidents des groupes de travail que nous venons de créer et il va de soi que si nous pouvions constater cet accord, il y aurait peut-être lieu d'interrompre la séance plénière pour quelques minutes pour constater, entre nous, que nous sommes bien d'accord sur les désignations qui seraient faites et puis nous reprendrions notre séance plénière pour enregistrer formellement l'accord auquel nous serions parvenus. S'il n'y a pas d'autres observations, je lèverai cette séance.

La séance est levée à 13 h 15.